L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLÉANS, VENDREDI MATIN, 23 OCTOBRE 1885. 59me Année

Dufour, Dosset & Cie., Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS. VENDREDI, 23 OCTOBRE 1885.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuillettons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

VENTES DE CE JOUR.

Par Hy Stern & Co., à leur salle d'encan, bottes, souliers et brodequins.

L'ÉLECTION

du 4 Octobre en France.

LES COMMENTAIRES DES JOURNAUX DE PARIS SUR LE RÉSULTAT.

(Suite.)

Nous continuons de reproduire, en partie, les commentaires de la Presse de Paris sur le résultat de l'élection du 4 octobre.

Nos journaux nous sont arrivés, comme par le passé, avec autant d'irrégularité que de lenteur. Nous en avons fait des extraits à mesure qu'ils nous étaient transmis et dans l'ordre de dates où ils l'étaient.

Le *Journal des Débats* :

C'est avec un sentiment de profonde tristesse que nous enregistrons le résultat du scrutin du 4 octobre. Tous les hommes qui suivent avec quelque attention et jugent avec quelque clairvoyance la marche de la politique pensaient bien que les partis extrêmes, la Droite coalisée et l'Extrême Gauche, gagneraient du terrain dans la prochaine Chambre. Mais la réalité a dépassé leurs craintes. Les monarchistes atteindront le chiffre de 200. Les radicaux de toutes nuances seront, on peut le prévoir dès à présent, au nombre à peine inférieur. On se demande avec inquiétude comment une majorité pourra se former au Palais-Bourbon, comment un ministère y pourra vivre, ce que deviendra entre les mains d'une Assemblée ainsi composée la direction des affaires intérieures et de la politique étrangères de notre pays. On se demande avec anxiété quelles aventures nous réserve peut-être la réunion du Congrès qui devra s'assembler bientôt pour nommer le Président de la république.

Quelles causes ont pu produire un pareil résultat ? De quelle façon expliquer l'arrêt de cette évolution qui depuis quinze ans, par un mouvement ininterrompu, amenait à la république des majorités toujours croissantes ? Peut-on dire qu'à l'heure actuelle plus d'un tiers de la population de la France soit dévoué à la monarchie, plus d'un autre tiers gagné au radicalisme ? Non. Ce qui s'est traduit avec éclat dans la journée de dimanche, ce n'est pas l'adhésion des électeurs à telle forme de constitutionnelle ; n'est un sentiment de mécontentement ; nous dirions presque un sentiment de dégoût. Ce qui résulte nettement du scrutin d'avant-hier, ce n'est pas l'adoption, c'est la condamnation d'une politique.

Pendant les quatre dernières années, la conduite des destinées de la république a été aux mains d'un parti qui a donné la mesure de son imprudence, de son impuissance et de son incapacité, d'un parti qui n'a en ni programme de gouvernement, ni suite dans les idées, ni autorité suffisante à la Chambre, d'un parti qui, en soumettant l'administration intérieure à l'influence, à l'intervention constante, aux intrigues des députés de la majorité, a acheté d'eux, à ce prix, le droit de commettre à l'extérieur toutes les fautes qu'il lui plairait de multiplier, d'un parti qui a inquiété les intérêts conservateurs, lassé les passions radicales, épuré la magistrature et laissé promener le drapeau rouge, d'un parti qui, hier encore, lorsqu'il s'est agi de dresser à Paris sa liste électorale et de rédiger son manifeste, n'a rien imaginé de mieux que de faire une liste et un manifeste d'Extrême Gauche. Il a gourmandé contre ce qu'il appelait le cléricalisme : les consciences qu'il a froissées se retournent contre lui. Il n'a pas osé rompre avec le radicalisme, et le radicalisme, qu'il a aidé à grandir, le récompense comme on voit de ses complaisances. Ce qui a été jugé avant-hier, c'est sa politique financière, qui nous a acculé à la nécessité de nouveaux impôts ; c'est son incohérente politique coloniale ; c'est la prétention qu'il avait de jouer le rôle et de prendre le titre de parti de gouvernement, sans avoir aucun idée de gouvernement. Il récolte ce qu'il a semé, et, malheureusement, nous le récoltons avec lui.

On essayera de dire que les divisions du parti républicain ont fait tout le mal, que, s'il était resté uni, les élections de dimanche auraient tourné tout autrement. C'est une explication que nous nous attendons à lire, ce matin, dans les journaux opportunistes. Personne ne la prendra au sérieux. L'union des républicains est une chimère ou une duperie, puisqu'elle n'est pas un danger. Entre la politique de M. Clémenceau et la nôtre, il ne peut, il ne doit y avoir rien de commun, et nous n'apercevons pas ce que l'on aurait gagné à jouer davantage la comédie d'une concorde qui n'existe pas. Qu'on parcoure d'ailleurs la liste des élus et celle des ballottages : on verra si les départements où la Droite remporte ses plus grands succès ne sont pas précisément ceux où les républicains ont fait preuve de la plus stricte discipline. Ce qui a perdu la politique opportuniste, ce n'est pas l'opposition qu'elle a rencontrée ; c'est bien plutôt l'absence d'opposition.

Assurément, les avertissements n'ont pas manqué. Nous avons, pour notre part, protesté avec énergie contre la déplorable politique à laquelle nous assistions. Nous en avons montré les dangers. Nous en avons signalé les conséquences. Mais quel a été l'effet de nos conseils ? On nous a traité de pessimistes ; on a passé outre, et la Chambre a applaudi. S'il ne s'était pas rencontré au Palais-Bourbon une majorité assez complaisante pour collaborer à tous les gaspillages et pour laisser conduire les affaires du Tonkin comme elles ont été conduites, les erreurs commises auraient pu être évitées. La Droite et l'Extrême Gauche auraient critiqué mais elles auraient critiqué dans le vide. Elles n'étaient certes pas unanimes en 1878 et en 1879 ; ont-elles empêché alors les progrès de la république ?

Mais, à l'heure où nous sommes, il est fort inutile de discuter sur le passé. C'est à l'avenir qu'il faut songer. Une conclusion claire, évidente, se dégage du scrutin du 4 octobre : c'est celle-ci : le temps des équivoques est passé. En somme, dans la campagne électorale qui s'achève, à part nos amis et les radicaux extrêmes, personne n'a dit ce qu'il voulait. Les monarchistes n'ont pas osé arborer leur drapeau ; ils se sont faussement qualifiés de conservateurs, alors que leur seul but était une révolution. Les opportunistes ont été ici radicaux, là modérés, ailleurs hésitants, France nulle part. Il est temps que l'on renonce à ces déplorables pratiques. Il est temps que chacun prenne son parti de ce qu'il est. Il est temps que tous ceux qui veulent trouver dans la république une garantie de tranquillité, un gouvernement sérieux, stable et suivi, non pas une série d'aventures, se groupent, agissent, et rompent résolument avec les gens qui ne pensent pas comme eux. La journée du 4 octobre n'a affaibli en rien notre attachement aux institutions républicaines et aux idées libérales. Elle nous a laissés convaincus que la république seule est possible en France. Mais elle nous a démontré, une fois de plus, l'absolue nécessité d'un parti modéré qui soit en même temps un parti d'action. La période où nous allons entrer peut-être n'est pas de celles qui permettent aux hommes d'ordre, aux vrais conservateurs, les tâtonnements, les demi-mesures ou l'inertie.

La *Liberté* :

Ce qui est mortellement frappé, c'est l'Opportunisme et le système tout entier dont il est l'expression. C'est à lui qu'est incontestablement due la situation critique où se trouve non pas seulement la République, mais la France entière. Il l'a si bien senti qu'il n'a pas même osé se présenter à découvert devant le scrutin, et que, prenant un masque et un nom d'emprunt, il s'est disimulé sous le pseudonyme radical.

Mais, déguisé ou non, c'est bien contre lui qu'a été prononcé le verdict.

Le parti conservateur a attiré à droite tous les modérés et même tous les libéraux qui ont tenu à combattre cette politique néfaste.

Le parti radical a attiré à gauche tous ceux, parmi les républicains, qui ont voulu résister à l'hégémonie opportuniste.

Le succès des premiers n'a pas absolument à nos yeux le caractère d'une victoire monarchique contre la République. C'est, nous le répétons, une manifestation énergique des modérés de tous les partis contre ce qui s'est fait dans ces dernières années. Les électeurs, pour la rendre plus expressive, sont allés jusqu'aux royalistes, sans pour cela vouloir demain rétablir la monarchie ; mais, qu'on y songe, si ce premier avertissement n'est pas écouté, les conséquences peuvent être bien graves.

Le pays vient d'indiquer avec évidence qu'il désire voir le pivot du gouvernement et de la majorité se rapprocher des principes conservateurs.

Jamais les circonstances n'ont été plus favorables à la constitution d'une droite républicaine qui répondrait si bien à la vraie moyenne de l'opinion. Si l'on n'y parvient pas, nous roulerons fatalement dans le désordre et l'anarchie, et les institutions y seront emportées dans le torrent du radicalisme.

Car le radicalisme, lui aussi, est un vainqueur dans le scrutin du 4 octobre, et tout fait craindre qu'il ne nous déborde et ne s'empare de la situation en y mêlant ses revendications violentes et ses pratiques révolutionnaires.

Là est le danger, et il est immense.

Le *Figaro* :

Il serait prématuré de rechercher les conséquences de ce fait considérable et de déduire les hypothèses qu'il peut suggérer.

Mais, d'une manière générale, il est démontré que, si la France n'est pas encore dégoûtée de la république elle-même, elle y marche à grands pas, et que, en tout cas, la république est allée trop à gauche.

Les socialistes, les intransigeants, les ultra du radicalisme, qu'on s'attendait à voir arriver en bataillons serrés, subissent aussi un échec relatif. Le pays ne demande pas à être livré aux théories, aux systèmes, aux hommes à principe. Il veut travailler en paix. Et c'est là surtout la grande leçon des élections.

S'il y avait parmi les ministériels en désarroi ou parmi les politiciens en disponibilité qui guettent leur succession un homme ayant quelque ouverture d'esprit, quelque audace dans le caractère, quelques parties enfin d'un homme d'Etat, il n'hésiterait pas à prendre le gouvernail et à faire manœuvre en arrière. Il laisserait crier les radicaux, il essayerait de rendre aux esprits la sécurité et aux intérêts l'espoir du lendemain ; il renoncerait franchement aux chimères coloniales qui ne peuvent qu'aggraver le déficit ; il suspendrait les taquineries anti-cléricales ; il serait carrément le ministre de l'économie et de la sagesse.

Voilà quelle serait la bonne politique. Il y a donc des chances pour qu'on ne la suive pas.

Les républicains, en tous cas, comprendront la nécessité de la discipline et seront forcés de se serrer les coudes s'ils ne veulent faire de la Droite l'arbitre absolu des conflits parlementaires et des crises ministérielles.

La *Justice* :

Nul n'a le droit d'être surpris. L'expérience avait enseigné les conséquences de la politique d'aventure ; il était aisé de prévoir qu'elle donnerait toujours les mêmes résultats.

Et pourtant ces résultats auraient pu être évités. Le déplorable système de gouvernement qui a conduit la république au point où elle se trouve a été condamné par la majorité de l'ancienne Chambre elle-même le jour où elle a renversé M. Ferry. Si le ministère qui a succédé au pouvoir a de moment avait nettement indiqué que quelque chose était changé en France ; s'il avait répudié hautement, une seule fois, d'un seul mot, l'héritage des fautes qu'on lui laissait ; s'il avait fait la coupure entre la veille et le lendemain ; s'il avait arrêté l'aventure encore pendante, qu'il va falloir arrêter tôt ou tard, il aurait été obligé, sans doute, de laisser tomber, sous le poids des plus lourdes erreurs, un certain nombre d'hommes politiques ; mais il pouvait rallier, même dans la Chambre, la grande majorité des républicains ; et assurément, dans le pays, il rendait sa force à la démocratie.

Le ministère n'a rien fait de pareil. On aurait cru que son but principal a été d'établir que rien n'était modifié. Se dégager des aventures engagées.... c'était " faire reculer le drapeau français ", ou a pour dans cette confiance que le pays allait recommencer l'élection des 363 ; on l'a dit dans les banquets ; au lieu de faire la part du feu, on a voulu sauver, sinon tout le monde, au moins les opportunistes : le suffrage universel a répondu, et l'on connaît la réponse.

M. Thiers a dit, une fois, qu'il fallait tout prendre au sérieux, et ne rien prendre au tragique. Voici, assurément, l'heure où il est nécessaire de se souvenir de cette parole. La politique faite au nom de républicains défaillants a amené un mouvement apparent de l'idée républicaine. Il est bien clair que cette politique doit être abandonnée dès demain : elle devrait l'être depuis plusieurs mois ; et là-dessus il n'y aura, sans doute, aucune contestation.

Le *Rappel* :

Si, grâce aux fautes commises et ces fautes ont été nombreuses—des candidats non républicains ont réussi à obtenir des suffrages, cela prouve assurément que le pays n'est pas, comme on le prétendait souvent, indifférent à la marche générale des affaires, à la direction politique. Le suffrage universel, appelé à juger telles ou telles entreprises, tel ou tel système de gouvernement, a prononcé une condamnation en bloc qui atteint certains coupables et quelques innocents, mais, en somme, par cette décision même, il prouve sa maturité, son intelligence. Il prouve que jamais, pas un seul jour, pas une seule minute, la politique monarchique ne serait supportée par lui. Car toutes ces erreurs, toutes ces fautes—et c'est là ce qu'on ne peut oublier— ont été étrangères à la politique républicaine.

En disant bien haut qu'il voulait être bien gouverné, avec sagesse, avec prévoyance, le suffrage universel, même en nommant les candidats réactionnaires, a condamné une fois de plus la politique du passé, la politique de toutes les monarchies.

Le *Voltaire* :

C'est notre désunion qui fait la force de nos ennemis. L'union conservatrice n'a pas été un vain mot. Toute l'armée monarchique, cléricale, s'est retrouvée unie, discipliée, conduite par des chef habiles, ne reculant devant aucun sacrifice, devant aucun moyen pour violer la victoire.

Pendant ce temps-là, la discorde était dans nos rangs. L'intransigeance menait contre la majorité républicaine une campagne âpre et injurieuse, et le Centre gauche lui-même, à l'exception de l'éminent, du vaillant M. Ribot et du vénéré M. Feray d'Essonnes, le Centre gauche poussait à la désunion.

L'Extrême Gauche n'a pas compris que l'éparpillement des forces était une cause de faiblesse ; elle n'a pas vu que son réquisitoire contre l'ancienne majorité se retournait contre la république elle même.

Il n'est plus temps de récriminer. La leçon est très, très cruelle pour qu'elle ne profite pas à tous les partis. L'avenir parlementaire est gros de difficultés ; mais le remède est à côté du mal.

Déjà le sentiment public à Paris, dans la journée d'hier, a proclamé la nécessité absolue de la discipline. Le parti républicain rencontre devant lui des difficultés imprévues, il se retrouve pour ainsi dire au point de départ, mais avec des armes qu'il n'avait pas entre les mains, avec une force qui n'a faibli qu'en apparence. La république est heureusement loin du 24 Mai, du 16 Mai ; elle a pour elle la majorité de la nation ; la majorité du Parlement lui est largement acquise, le pouvoir exécutif lui appartient.

Le danger n'est pas assez grand pour éveiller de sérieuses inquiétudes, mais il est tel qu'aucune faute n'est plus à commettre.

Le *Temps* :

En face de ces résultats, nous espérons bien que les radicaux laisseront les monarchistes tout seuls chanter victoire. Eux n'en ont pas le droit. Peut-être même, dans leur for intérieur, doivent-ils se dire qu'ils ont leur grosse part de responsabilité dans l'échec que nous venons de subir. En tout cas, ils seraient bien aveuglés s'ils ne s'apercevaient pas que le scrutin d'hier n'est pas la défaite de quelques républicains, mais avant tout une épreuve sérieuse pour la république elle-même. S'ils hésitent à le reconnaître, ils n'auront qu'à lire les feuilles monarchiques et à voir la signification qu'elles donneront à l'événement. Le moment n'est pas encore venu de rechercher ou de discuter les fautes de cet échec. Au contraire, le plus pressé, c'est de mettre fin aux récriminations stériles et de profiter de l'avertissement qui ressort de cette première consultation du pays. Le moment est venu pour tous les partis de faire un sérieux examen de conscience. Persévérer dans la voie où l'on est entré, ce serait fatalement recommencer la triste histoire de la seconde république, où l'on vit, au bout de peu d'années, la Constitution républicaine fléchir et rompre sous les coups acharnés que lui portaient à la fois réactionnaires et radicaux et disparaître pour faire place au césarisme.

Cédant au radicalisme et à sa logique, les divers gouvernements républicains, dans ces dernières années, ont peut-être glissé à gauche ; ils ont voulu doter le pays de réformes faites et imposées d'autorité ; au lieu de suivre le mouvement, on a voulu le devancer et le précipiter. La leçon qu'ils reçoivent est rude : Il fait espérer qu'elle ne sera pas perdue.

Par suite des retards déplorables de la malle—retards dont nous sommes trop souvent victimes sous le double rapport des journaux et de la correspondance—nous ne pouvons insérer qu'aujourd'hui la lettre qui nous est adressée, de Paris, par M. Jules Michel, à la date du 7 octobre.

M. R. SAULAY, horloger de précision, élève de Breguet, de Paris, est arrivé, récemment, dans notre ville, où il va s'établir.

VENTE PÉREMPTOIRE

De propriétés de choix dans le Second et le Troisième District.

Samedi, 24 du courant, par MM. C. E. Girardey & Co., encanteurs, à midi, à la Bourse d'En. can St Charles. L'attention de nos lecteurs y est appelée d'une manière toute particulière. Nous signalerons dans le nombre :

1° Un excellent site où pourraient être bâties une ou plusieurs maisons de résidence, sur la rive ouest du Bayou St Jean, ayant 200 pieds de façade sur 2 arpents de profondeur ; terrain élevé, bien ombragé et parfaitement drainé. Superbe emplacement pour résidence, vacherie et jardin. Voisinage extrêmement pittoresque et respectable. Le terrain fait face à la résidence Musgrove et est près de celles de MM. Tissot et Blanc.

2° Les magnifiques terrains pour bâtir, rue Colombus, entre Rocheblave et Tonti, ayant chacun 47 pieds sur 150 ; ils touchent aux résidences Bennachi et Leach et sont très élevés, ils sont couverts d'arbustes et d'arbres fruitiers.

3° Le vaste cottage en bois à un étage, avec mansarde, à double corps de logis, formant l'angle nord-ouest des rues Rocheblave et Esplanade.

Pour de plus amples détails, voir les journaux et les annonces.

Nous avons donné, hier, l'opinion de quelques journaux étrangers sur les élections législatives françaises du 4 octobre ; nous publions aujourd'hui celle d'autres organes, en y ajoutant les réflexions de feuilles qui ont déjà parlé du résultat de la lutte, et dont on a pu voir les idées dans le dernier numéro de l'*Abeille*.

Madrid, 6 octobre.

Le *Correo* dit que la France a donné durant la période électorale la preuve d'excellentes mœurs politiques et du respect pour toutes les opinions.

Les journaux conservateurs applaudissent aux succès des monarchistes de France.

Les feuilles libérales croient que M. Brisson et ses collègues sauront, malgré cette crise, mettre à exécution un programme politique qui consolidera la République.

Londres, 7 octobre.

Les élections françaises continuent d'occuper l'attention publique.

Le *Daily News* dit que les radicaux et les conservateurs de toutes les nuances de l'opinion monarchique se partagent l'honneur de la victoire. Mais, ajoute le *Daily News*, il serait absurde de compter de 14 au triomphe définitif des uns ou des autres, ou à la chute de la République. Si les élections ont pour résultat de montrer aux républicains le danger que leur font courir, d'une part, leurs divisions ou leurs ressentiments réciproques, de l'autre les entreprises d'une politique coloniale agressive, les pertes qu'ils viennent d'essuyer tourneront réellement à leur profit.

Le *Morning-Post* émet l'opinion que les ballottages renforceront les rangs de l'opposition conservatrice qui en sortira plus importante encore.

Le *Standard* s'exprime en ces termes :

"Personne ne prétendra que le peuple français souhaite actuellement la restauration de la royauté, ni surtout qu'il rêve de rétablir un autre empire. Mais il n'est pas satisfait de l'état de choses actuel et son mécontentement est exploité par les prétendants. La situation est singulière et elle se présente sous un jour extrêmement défavorable. Si l'on n'y trouve un remède elle ne pourra manquer d'exercer une influence désastreuse, non seulement sur le gouvernement intérieur de la France, mais encore sur son action dans les conseils généraux de l'Europe."

Le *Times* dit que les élections françaises, si la droite conforme ses actes aux déclarations qu'elle a faites avec tant d'énergie durant la campagne électorale, auront fort probablement pour résultat d'introduire dans la politique coloniale un esprit de plus grande circonspection et de diminuer la tendance à la prodigalité.

"C'est là, ajoute le *Times*, le mieux qui puisse arriver ; le pire serait que, pour rallier les radicaux autant que possible, les opportunistes cherchassent une compensation à l'échec de leur politique coloniale dans une campagne active contre le Concordat et peut-être bien contre les princes."

Rome, 6 octobre.

L'Opinione croit que lors même que les conservateurs parviendraient à renverser la République, ils seraient embarrassés pour édifier autre chose à sa place à cause de leurs divisions.

La *Tribuna* fait l'éloge du ministère de M. Brisson et surtout de M. Allain-Targé, pour leur scrupuleux respect de la liberté des électeurs.

La *Stampa* souhaite que le résultat définitif soit meilleur que celui de la première journée.

Le *Moniteur de Rome* se réjouit de la victoire des conservateurs. Il dit qu'ils ont gagné cinquante sièges de plus qu'on ne l'espérait pour la première journée.

L'*Osservatore romano* entrevoit déjà le commencement de la chute de la République.

L'*Italie* dit qu'il ne faut pas oublier que la République est l'œuvre d'une Chambre où les royalistes étaient en majorité et que l'état de chosses qui fut cause de leur ruine, ne pouvait pas être changé.

Berlin, 7 octobre.

La *Gazette de l'Allemagne du Nord* dit que les radicaux et les conservateurs de toutes les nuances de l'opinion monarchique se partagent l'honneur de la victoire. Mais, ajoute le *Daily News*, il serait absurde de compter de 14 au triomphe définitif des uns ou des autres, ou à la chute de la République. Si les élections ont pour résultat de montrer aux républicains le danger que leur font courir, d'une part, leurs divisions ou leurs ressentiments réciproques, de l'autre les entreprises d'une politique coloniale agressive, les pertes qu'ils viennent d'essuyer tourneront réellement à leur profit.

Le *Morning-Post* émet l'opinion que les ballottages renforceront les rangs de l'opposition conservatrice qui en sortira plus importante encore.

Le *Standard* s'exprime en ces termes :

"Personne ne prétendra que le peuple français souhaite actuellement la restauration de la royauté, ni surtout qu'il rêve de rétablir un autre empire. Mais il n'est pas satisfait de l'état de choses actuel et son mécontentement est exploité par les prétendants. La situation est singulière et elle se présente sous un jour extrêmement défavorable. Si l'on n'y trouve un remède elle ne pourra manquer d'exercer une influence désastreuse, non seulement sur le gouvernement intérieur de la France, mais encore sur son action dans les conseils généraux de l'Europe."

Le *Times* dit que les élections françaises, si la droite conforme ses actes aux déclarations qu'elle a faites avec tant d'énergie durant la campagne électorale, auront fort probablement pour résultat d'introduire dans la politique coloniale un esprit de plus grande circonspection et de diminuer la tendance à la prodigalité.

"C'est là, ajoute le *Times*, le mieux qui puisse arriver ; le pire serait que, pour rallier les radicaux autant que possible, les opportunistes cherchassent une compensation à l'échec de leur politique coloniale dans une campagne active contre le Concordat et peut-être bien contre les princes."

Rome, 6 octobre.

L'Opinione croit que lors même que les conservateurs parviendraient à renverser la République, ils seraient embarrassés pour édifier autre chose à sa place à cause de leurs divisions.

La *Tribuna* fait l'éloge du ministère de M. Brisson et surtout de M. Allain-Targé, pour leur scrupuleux respect de la liberté des électeurs.

La *Stampa* souhaite que le résultat définitif soit meilleur que celui de la première journée.

Le *Moniteur de Rome* se réjouit de la victoire des conservateurs. Il dit qu'ils ont gagné cinquante sièges de plus qu'on ne l'espérait pour la première journée.

L'*Osservatore romano* entrevoit déjà le commencement de la chute de la République.

L'*Italie* dit qu'il ne faut pas oublier que la République est l'œuvre d'une Chambre où les royalistes étaient en majorité et que l'état de choses qui fut cause de leur ruine, ne pouvait pas être changé.

Suisse :

Ce qu'on peut constater dès aujourd'hui, c'est que le scrutin de liste n'a pas

(Correspondance particulière de l'ABEILLE.)

Paris, 7 octobre 1885.

LE PREMIER TOUR DE SCRUTIN.

Votre correspondant vous disait, le 4 septembre dernier, que la philosophie qui se dégagerait des élections générales du 4 octobre serait une leçon et un avertissement pour les auteurs et les partisans de ces dangereuses expéditions lointaines qui ont coûté déjà au pays tant d'or et tant de sang et amené les finances de l'Etat au bord du déficit.

La leçon a été plus dure que les adversaires des gouvernants actuels ne pouvaient l'espérer. Le télégraphe vous a appris depuis longtemps, le succès des conservateurs dans beaucoup de départements, infidèles, jusqu'ici, à la liste républicaine. Dans le Nord, par exemple, dont la députation compte vingt membres, la liste conservatrice a passé en entier. Au nombre des députés sortants, restés sur le carreau, on compte, au premier rang, M. Pierre Legrand, ministre du commerce. Dans ce département, il y avait deux listes du côté des républicains—l'une opportuniste et l'autre radicale. Cette division a amené quelque ironie sur les lèvres de leurs adversaires après le résultat final.

La surprise a été grande quand on a appris ainsi, coup sur coup, l'évolution de l'opinion dans le Pas-de-Calais, la Somme, la Manche, la Mayenne, le Finistère, les Basses-Pyrénées, les Hautes-Pyrénées, la Haute-Garonne et une vingtaine d'autres départements. Le cabinet a trois de ses membres sur les listes rejetées en échec : en outre de celui déjà nommé, M. Hervé-Mangon, ministre de l'agriculture et M. René Goblet, ministre de l'instruction publique,—sans compter le président du conseil, M. Henri Brisson, tous en balotage très mauvais.

Déjà la Droite du prochain Parlement compte 185 sièges au lieu de 80 dans la précédente Chambre. Dans les élections de ballottage du 18 octobre, ce nombre doit être peu augmenté, disent les journaux républicains ; cependant, un pointage comparé du balotage et des élus étudié porte à 54 le nombre d'élus qui pourront augmenter encore les rangs de l'Opposition conservatrice, même en abaissant un peu le chiffre, il est évident que le nombre des députés opposants ne descendra pas au-dessous de deux-cinquièmes des membres de la prochaine Assemblée.

LES CAUSES DU REVIREMENT.

Cette proportion de deux-cinquièmes est pour le parti détenteur du pouvoir depuis 1877, un échec sévère. Aussi les journaux républicains ont-ils été unanimes à faire aussitôt leur *mea culpa*, chacun suivant le tempérament de la nuance qu'il représente, les modérés sur leur propre poitrine et les exaltés, les violents sur la poitrine des autres.

Les radicaux s'écrient : "Voilà où nous ont conduits les opportunistes avec leurs guerres lointaines et leurs fautes successives." Ce sont eux qui voient le plus juste.

Quant aux opportunistes, ils prétendent que la division des républicains au premier tour en liste opportuniste et en liste radicale est la seule cause du succès des conservateurs. En quoi le raisonnement est spécieux, et rempe par la base—comme vous allez le voir.

La loi ayant prescrit de procéder au premier tour de scrutin, une liste obtenue la moitié plus un des suffrages exprimés, il est évident que là où les républicains étaient divisés en deux camps, leur action a pu nécessiter un ballottage quoique leurs listes, à elles deux, réunissent plus de la moitié des votants.—Mais, dans les départements où l'opposition a triomphé, ce n'est pas cette division des républicains qui a fait passer les conservateurs, puisqu'il leur a fallu la moitié plus un des votes. Que la liste républicaine fût unique ou quadruple, la liste conservatrice passait quand même.

La vérité, c'est que le revirement notable qui s'est manifesté brusquement dans l'attitude du suffrage universel, doit être attribuée aux fautes commises depuis trois ans. Les conservateurs ont su, dans le débat, choisir un excellent terrain. Ils ont mis dans leur poche le drapeau de leurs prédécesseurs personnels, les au point de vue d'une restauration quelconque, et ils n'ont parlé aux électeurs que de gaspillage financier, d'expéditions inutiles, sanglantes et coûteuses, engagées d'une façon louche, en manquant de franchise vis-à-vis de l'opinion publique, puis menées de Paris avec sottise et incapacité, comme l'ont du reste déclaré les lettres posthumes de l'amiral Courbet.

Dans cette position, les conservateurs devaient avoir relativement gain de cause, et les premières résultats de cette consultation l'ont montré. Mais doutez s'il fallait qu'ils payassent aux aussi leur tribut à la loi de faiblesse humaine, dès les premières heures de leur succès, un de leurs enfants terribles commet une sottise, dont le résultat sera de leur faire perdre un peu de terrain,

LE COQ DU GAULOIS.

Le boulevard des Italiens, dans les soirées du 5 et du 6 octobre, a été le théâtre de manifestations tumultueuses. Le lundi, M. Arthur Meyer, directeur du journal conservateur le *Gaulois*, en présence du succès électoral de l'opposition, avait fait placer et allumer devant les bureaux du journal un grand motif d'illumination au gaz, représentant d'abord un coq avec cette légende au-dessous :

Je chante clair.

Puis, toujours en lettres de feu :

Députés monarchistes

175.

Vive la France !

Le public a-t-il trouvé que le coq de M. Meyer chantait trop clair ? Toujours est-il que vers 9 heures, le premier soir, quelques attroupements se sont formés qui ont donné à ce chant l'accompagnement de crécelle, de carreaux brisés et de bordées de sifflets. La police est intervenue pour protéger l'immeuble Meyer. Celui-ci a voulu faire quelques ordres aux agents, mais il s'est exposé à une bourrade du commissaire qui l'a invité à ne pas faire de provocation et l'a contraint à rentrer chez lui. Le lendemain M. Meyer menaçait tout le monde dans son journal, le commissaire, le préfet de police, le ministre de l'intérieur. Mais tout ce feu de paille s'éteignait aisément sous une glaciale et railleuse douche d'ironie.

Cependant le second soir, plusieurs milliers de curieux étaient accourus, amorcés par la publicité donnée au premier incident, et pour voir l'illumination Meyer. La foule était hostile et la circulation des voitures suspendue. Un nombreux groupe de gardiens de la paix défendait les approches du journal. Le directeur du *Gaulois*, cédant aux instances de la police, avait à trois reprises de ne pas faire une nouvelle provocation en illuminant, mais le journal l'*Événement*, situé en face, ayant vers 9 heures allumé un motif de gaz, fait d'étoiles et et de R. F., le bouillant Arthur, se croyant provoqué, commanda à un garçon d'allumer la façade du *Gaulois*. C'est été le signal d'un assaut, si heureusement un gardien de la paix n'avait pas enlevé l'allumoir des mains du garçon. La foule alors applaudit et n'attaqua pas. Malheureusement, une pierre lancée par un individu isolé est venue blesser grièvement un agent nommé Grandjean.

Bientôt un renfort de quelques centaines d'agents déblayait le boulevard entre la rue Richelieu et la rue Favart, puis les manifestants un drapeau tricolore à leur tête et chantant la *Marseillaise* allaient faire une manifestation devant les journaux républicains. Rue du Croissant, ils ont fait une halte devant les bureaux de l'*Intransigeant*. Rochefort, dans la tête et la barbe duquel il a joliment neigé depuis quelquet emps, est venu au balcon haranguer le *populo*, comme on dit dans la langue verte. Il a représenté aux manifestants que la République n'était pas en danger et que les frasques d'un personnage moins convaincu que sceptique méritaient moins de considération que de dédain. La foule s'est peu après dispersée.

Il n'en est pas moins certain que l'effet de cette illumination, démonstration aussi inopportune qu'irritante, sera d'amener une concentration dans l'opinion républicaine. En outre des commentaires sur la demi-défaite électorale, les républicains se diront : "Comment, ce " n'étaient hier que des conservateur, " eriant au déficit et ne parlant que des " finances bien réglées. Quelques uns " d'entre eux se présentaient à Paris " même et avec quelques chances. Et " déjà ce sont des monarchistes et avec " un coq encore. Décidément ce n'est " pas au déficit, c'est à la République " même qu'on en veut. Unissons-nous " alors ?"

Voilà quelles seront peut-être pour le parti conservateur le résultat des provocations ridicules du *Gaulois*. Son parti pourra au prochain ballottage perdre par le fait de ce faux coup de barre, cinq ou six sièges à la Chambre.

JULES MICHEL.

Nous lisons, dans le *Journal des Débats* du 10 octobre :

La presse étrangère, en général, apprécie les élections du 4 octobre comme nous les avons appréciées nous-mêmes. Elle reconnaît que les quelques millions de suffrages émis en faveur des candidats de Droite sont des suffrages conservateurs beaucoup plutôt que des suffrages monarchistes. Elle voit dans le scrutin de dimanche une réaction contre la politique opportuniste et radicale, non pas contre la république. Mais elle constate, en même temps, que notre pays entre dans une période difficile et peut-être troublée, et que la présence de 200 monarchistes, jointe à celle de 150 ou 160 radicaux, rendra fort malaisé le fonctionnement d'un gouvernement régulier.

Une dépêche de Saint-Pétersbourg annonce que l'Impératrice de Russie se rendra très probablement en France pour assister au mariage du prince Waldemar avec la princesse Marie d'Orléans.

On mande, de Rome, à l'agence Havas que MM. Luzzati et Boselli ont été chargés des négociations relatives au nouveau traité de navigation avec la France.

Décédée, hier soir, à 11 heures moins dix, à l'âge de 81 ans, Mme Veuve G. B. COSTANZI, née Eliza Trémoulet, native de la Nouvelle-Orléans. Les amis et connaissances des familles Costanzi et Trémoulet, ainsi que ceux de son gendre, F. D. Charbonnet, sont respectueusement invités à assister à ses funérailles, qui auront lieu cette après midi, à 3 1/2 heures. Le convoi partira de la résidence de son gendre, n° 54 rue Elmire.

Décédée, le 22 octobre 1885 à 4 heures p. m., à l'âge de 41 ans, Dame AMAURY NOTT, née MARIE NAVILLE, native de Bourbonne-les-Bains, France. Les amis et connaissances des familles Nott et de son gendre, C. E. Claude, sont respectueusement invités à assister à ses funérailles qui auront lieu cette après midi à 4 heures. Le convoi partira de sa dernière résidence rue Mandeville No. 208, entre Urquhart et Girod.

On Demande,

UNE BONNE CUISINIÈRE A JEFFERSON College, paroisse St Jacques. Pour les renseignements, s'adresser au Président du Jefferson College, Convent Post Office, paroisse St-Jacques, La. 23 oct ☞

Léon Godchaux

81, 83 et 85 rue du Canal.

Nouvelle-Orléans, Lne.

VETEMENTS D'AUTOMNE ET D'HIVER.

Nous avons manufacturé dans les derniers soixante jours notre stock de marchandises qui est maintenant complet ; il comprend des

VETEMENTS

— POUR —

Messieurs, Jeunes Gens et Enfants,

de tous les genres, de toutes les qualités et en ventes

Aux Prix les Plus Réduits.

En articles de toilette, notre assortiment comprend toutes les nouveautés de la saison. Rien n'a été négligé pour rapiécer la fantaisie et plaire aux goûts les plus difficiles.

Notre département de Coupe est pourvu des dernières modes, et nous sommes prêts à confectionner toutes sortes de vêtements.

Les ordres de la campagne seront comme à l'ordinaire exécutés avec soins et promptitude. Echantillons et mesures envoyés sans frais, sur demande.

Articles Militaires une Spécialité.

20 sept—

TAPIS.

Un immense assortiment en a été reçu

DE TOUS LES GENRES,

De toutes les qualités, élégant et à bon marché.

— AUSSI —

UN JOLI CHOIX DE

STORES DE FENÊTRES,

Rideaux dentelle; Serin et Madras,

DEVANTS DE CHEMINÉES,

NATTES, TOILES CIRÉES,

LINOLEUMS de toutes les grandeurs, FEUTRE et TAPISSERIE DRAPS en grande variété, etc., etc.

Le tout aux prix les plus modiques

B. & W. CRONER,

141 rue du Canal, coin Bourbon.

15sept—3m

ELKIN & CIE,

100...RUE DU CANAL...100

Ont reçu leur stock d'automne et d'hiver de

TAPIS

Nouveaux modèles, très élégants, de Axminsters, Moquettes, Velpurs, Body Brussels, Tapestry Brusselles, avec bordures assorties, ainsi qu'un choix (importation spéciale) de ;

TAPIS de VELOURS ANGLAIS

BIDEAUX,

Derniers genres.

Suisses, Crétes, Madras et Portières Turcoman.

Nouveaux modèles de : Toiles Cirées, Linoleum et Cortichine.

Grand choix de : Devants de c